

conférence

C
C 91/31
Août 1991

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ROME

F

Vingt-sixième session

Rome, 9 - 28 novembre 1991

TRAITES MULTILATERAUX DONT LE DIRECTEUR GENERAL EST DEPOSITAIRE

(Situation au 30 juin 1991)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
I. INTRODUCTION	1 - 5
II. CONVENTIONS ET ACCORDS CONCLUS EN VERTU DE L'ARTICLE XIV DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO	
1. Accord portant création de la Commission indo-pacifique des pêches, approuvé par la Conférence de la FAO à sa quatrième session (novembre 1948)	6 - 9
2. Acte constitutif de la Commission internationale du riz, approuvé par la Conférence de la FAO à sa quatrième session (novembre 1948)	10 - 13
3. Accord portant création du Conseil général des pêches pour la Méditerranée, approuvé par la Conférence de la FAO à sa cinquième session (novembre 1949)	14 - 18
4. Convention internationale pour la protection des végétaux, approuvée par la Conférence de la FAO à sa sixième session (novembre 1991)	19 - 21
a) Amendements à la Convention, approuvés par la Conférence de la FAO à sa vingtième session (novembre 1979)	22 - 25
5. Acte constitutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, approuvé par la Conférence de la FAO à sa septième session (décembre 1953)	26 - 31

Paragrapbes

6. Accord sur la protection des végétaux pour la région Asie et Pacifique, approuvé par le Conseil de la FAO à sa vingt-troisième session (novembre 1955)	32 - 34
a) Amendement à l'Article I a) de l'Accord, approuvé par le Conseil de la FAO à sa quarante-neuvième session	35 - 37
b) Amendements au titre de l'Accord et au nom du Comité, approuvés par le Conseil de la FAO à sa soixante-quinzième session	38 - 39
c) Amendement à l'Article I a) de l'Accord, approuvé par le Conseil de la FAO à sa quatre-vingt-quatrième session	40 - 43
d) Amendements aux Articles II, III, IV et XIV concernant les obligations financières, approuvés par le Conseil de la FAO à sa quatre-vingt-quatrième session	44 - 47
7. Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de la FAO, approuvée par la Conférence de la FAO à sa dixième session (novembre 1959).....	48 - 52
8. Accord portant création de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la partie orientale de son aire de répartition en Asie du Sud-Ouest, approuvé par la Conférence de la FAO à sa douzième session (décembre 1963)	53 - 57
9. Accord portant création de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin au Proche-Orient, approuvé par le Conseil de la FAO à sa quarante-quatrième session (juillet 1965)	58 - 63
10. Accord portant création de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin en Afrique du Nord-Ouest, approuvé par le Conseil de la FAO à sa cinquante-cinquième session (novembre 1970)	64 - 67
11. Accord portant création de la Commission régionale de la production et de la santé animales pour l'Asie et le Pacifique, approuvé par le Conseil de la FAO à sa soixantième session (juin 1973)	68 - 71

Paragrapbes

**III. CONVENTIONS ET ACCORDS CONCLUS EN DEHORS DE LA
FAO MAIS POUR LESQUELS LE DIRECTEUR GENERAL
EXERCE LES FONCTIONS DE DEPOSITAIRE**

- | | |
|---|-----------|
| 1. Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, conclue à Rio de Janeiro le 14 mai 1966 | 72 - 74 |
| a) Protocole à la Convention, adopté à Paris le 10 juillet 1984 | 75 - 78 |
| 2. Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est, conclue à Rome le 23 octobre 1969 | 79 - 82 |
| a) Amendements aux Article VIII, XVII, XIX et XXI de la Convention, approuvés le 12 décembre 1985 | 83 - 85 |
| b) Amendement à l'Article XIII (1) de la Convention, approuvé le 12 décembre 1985 | 86 - 87 |
| c) Protocole mettant un terme à la Convention, adopté à Madrid le 19 juillet 1990 | 88 - 90 |
| 3. Accord portant création d'un Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique, conclu à Kuala Lumpur le 29 juillet 1978 | 91 - 96 |
| 4. Accord portant création d'un Centre de développement rural intégré pour l'Afrique, conclu à Arusha le 21 septembre 1979 | 97 - 101 |
| 5. Accord portant création d'un Centre régional de réforme agraire et de développement rural pour l'Amérique latine et les Caraïbes, conclu à Caracas le 11 septembre 1981 | 102 - 105 |
| a) Protocole d'amendement à l'Accord, adopté à Panama le 17 juillet 1985 | 106 - 110 |
| 6. Accord portant création d'un Centre régional de réforme agraire et de développement rural pour le Proche-Orient, conclu à Rome le 28 septembre 1983 | 111 - 114 |
| 7. Accord portant création de l'Organisation intergouvernementale de renseignements et de conseils techniques pour la commercialisation des produits de la pêche en Asie et dans le Pacifique (INFOFISH), conclu à Kuala Lumpur le 13 décembre 1985 | 115 - 118 |
| 8. Accord sur le réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie et Pacifique (RCAAP), conclu à Bangkok le 8 janvier 1988 | 119 - 122 |

**IV. CONVENTION SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DES
INSTITUTIONS SPECIALISEES**

123 - 128

I. INTRODUCTION

1. Aux termes de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, la Conférence peut "... approuver et soumettre à l'examen des Etats Membres des conventions et accords relatifs à l'alimentation et à l'agriculture..." et le Conseil peut "... approuver et soumettre à l'examen des Etats Membres des accords relatifs à l'alimentation et l'agriculture qui intéressent spécialement les Etats Membres de zones géographiques déterminées...". Le Conseil peut en outre approuver et soumettre à l'examen des Etats Membres des conventions ou accords complémentaires destinés à assurer l'application de tout accord ou convention entrés en vigueur en vertu des dispositions précitées.

2. Aux termes du paragraphe 5 de l'Article XXI du Règlement général de l'Organisation, "Le Directeur général informe la Conférence de l'entrée en vigueur, de la modification ou de la caducité de toute convention, de tout accord, de toute convention ou tout accord complémentaires". C'est en exécution de cette disposition qu'a été préparé le présent rapport, exposant l'état des conventions et accords au 30 juin 1991.

3. Suivant la pratique, le Directeur général fait également rapport à la Conférence sur l'état: 1) des conventions et accords conclus en dehors de la FAO mais pour lesquels le Directeur général exerce les fonctions de dépositaire, et 2) de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, pour laquelle le Secrétaire général de l'ONU exerce les fonctions de dépositaire.

4. L'état de chaque convention et accord dont il est rendu compte ici résulte des instruments formels et notifications officielles reçus par le Directeur général. Dans un certain nombre de cas où les traités avaient été explicitement étendus ou étaient à quelque autre titre considérés comme applicables à des territoires qui ont accédé à l'indépendance et sont devenus membres de la FAO, le Directeur général a adressé des communications aux gouvernements des pays intéressés afin de savoir s'ils se considéraient parties aux traités en question. Les indications fournies dans le présent rapport seront mises à jour à la lumière des réponses qui pourront lui parvenir.

5. Les conventions et accords conclus en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, ainsi que les traités conclus en dehors de la FAO, mais pour lesquels le Directeur général exerce les fonctions de dépositaire sont énumérés ci-après dans l'ordre chronologique des dates auxquelles ils ont été conclus. Pour chaque convention ou accord, les parties contractantes au nom desquelles l'acte juridique pertinent a été effectué (par exemple signature et dépôt d'un instrument de ratification, d'approbation, d'accession, d'adhésion ou d'acceptation), sont énumérées dans l'ordre alphabétique; la date soulignée dans la liste et celle de la réception de l'instrument qui a fait entrer en vigueur le traité. La partie IV du présent document fait état de la situation de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.

II. CONVENTIONS ET ACCORDS CONCLUS EN VERTU DE L'ARTICLE XIV DE L'ACTE
CONSTITUTIF DE LA FAO

ACCORD PORTANT CREATION DE LA COMMISSION INDO-PACIFIQUE
DES PECHE¹

6. En application d'une recommandation formulée par la Conférence de la FAO à sa troisième session (1947), un accord portant création du Conseil indo-pacifique des pêches (CIPP) a été élaboré par les gouvernements intéressés à Baguio, en février 1948, puis approuvé par la Conférence à sa quatrième session, en novembre de la même année.

7. Conformément aux dispositions de l'Article IX (maintenant XI) de l'Accord, ce dernier est entré en vigueur à la réception du cinquième instrument d'acceptation, le 9 novembre 1948. Il a été enregistré le 28 janvier 1952 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 1615.

8. Des amendements ont été approuvés par la Conférence à sa onzième session (novembre 1961). A sa dix-septième session (1976), le CIPP a examiné l'Accord de 1948 en vertu duquel le CIPP avait été créé et lui a apporté plusieurs amendements qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-douzième session (novembre 1977). Les amendements signalés au présent paragraphe sont entrés en vigueur pour toutes les parties à l'Accord.

Parties à l'Accord

9. Les gouvernements des pays suivants sont devenus parties à l'Accord par dépôt d'un instrument d'acceptation:

<u>Pays</u>	<u>Dépôt de l'instrument d'acceptation</u>	
Australie	10 mars	1949
Bangladesh	17 juillet	1974
Cambodge	19 janvier	1951
Etats-Unis d'Amérique	3 septembre	1948
France	30 juin	1948
Inde	<u>9 novembre</u>	<u>1948</u>
Indonésie	29 mars	1950
Japon	3 octobre	1952
Malaisie	15 septembre	1958
Myanmar	7 janvier	1949
Népal	23 mars	1978
Nouvelle-Zélande	6 septembre	1966
Pakistan	1er août	1949
Pays-Bas ²	12 novembre	1948

¹ A sa dix-septième session (1976), la Commission indo-pacifique des pêches a adopté son titre actuel, et l'amendement pertinent à l'Accord a été adopté par le Conseil en 1977. Elle était auparavant dénommée "Conseil indo-pacifique des pêches".

² Le 1er mars 1974, le Directeur général a reçu notification du retrait des Pays-Bas. Conformément aux dispositions de l'Article XII.1 (maintenant XIII) de l'Accord, le retrait a pris effet trois mois après la réception de la notification par le Directeur général.

Philippines	23 juillet	1948
République de Corée	19 janvier	1950
Royaume-Uni	28 février	1949
Sri Lanka	21 février	1949
Thaïlande	6 octobre	1948
Viet Nam	3 janvier	1951

ACTE CONSTITUTIF DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DU RIZ

10. L'acte constitutif de la Commission internationale du riz (CIR), qui avait été approuvé en principe par le Conseil de la FAO en avril 1948, a été approuvé formellement par la Conférence de la FAO à sa quatrième session (novembre 1948).

11. Conformément aux dispositions de l'Article IX (maintenant XIV) de l'Acte constitutif de la Commission, ce dernier est entré en vigueur le 4 janvier 1949. Il a été enregistré le 24 janvier 1952 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 1613.

12. Des amendements ont été approuvés par la Conférence à sa onzième session (1961). Lors d'une session extraordinaire (novembre 1973), la CIR a apporté de nouveaux amendements à son acte constitutif, qui ont été approuvés par le Conseil de la FAO à sa soixante-deuxième session (novembre 1973). Les amendements signalés dans le présent paragraphe sont entrés en vigueur pour toutes les parties à l'Acte constitutif.

Parties à l'Acte constitutif

13. Les gouvernements des pays suivants sont devenus parties à l'Acte constitutif de la CIR par dépôt d'un instrument d'acceptation aux dates indiquées ci-après:

<u>Pays</u>	<u>Dépôt de l'instrument d'acceptation</u>	
Australie	1er juillet	1953
Bangladesh	12 février	1980
Bénin	22 novembre	1984
Brésil	21 août	1964
Burkina Faso	19 novembre	1973
Cambodge	16 juillet	1951
Cameroun	8 novembre	1984
Colombie	6 septembre	1968
Cuba	10 janvier	1949
Egypte	29 novembre	1948
Equateur	6 septembre	1948
Etats-Unis d'Amérique	28 février	1949
France	10 août	1948
Gambie	4 février	1974
Ghana	8 mars	1968
Grèce	16 mai	1991
Guatemala	23 octobre	1964
Guinée	22 novembre	1984
Guyana	24 janvier	1967
Haïti	10 août	1972
Inde	12 octobre	1948
Indonésie	15 mars	1950

Iran (République islamique d')	30 septembre	1954
Italie	6 octobre	1948
Japon	28 avril	1952
Kenya	4 novembre	1974
Laos	21 juillet	1954
Libéria	19 juillet	1966
Madagascar	27 octobre	1966
Malaisie	15 septembre	1958
Mali	4 juin	1963
Mauritanie	29 avril	1985
Mexique	17 décembre	1948
Myanmar	29 novembre	1948
Népal	11 juillet	1967
Nicaragua	10 décembre	1968
Nigéria	13 novembre	1961
Pakistan	5 octobre	1948
Panama	26 mai	1975
Paraguay	20 avril	1950
Pays-Bas	12 novembre	1948
Philippines	<u>4 janvier</u>	<u>1949</u>
Portugal	9 décembre	1954
République de Corée	21 novembre	1953
République dominicaine	29 mars	1951
Royaume-Uni	28 février	1949
Sénégal	8 juillet	1985
Sierra Leone	22 septembre	1964
Sri Lanka	27 septembre	1948
Suriname	10 juin	1985
Thaïlande	1er novembre	1948
Uruguay	4 avril	1968
Venezuela	27 novembre	1961
Viet Nam	13 juin	1951

**ACCORD PORTANT CREATION DU CONSEIL GENERAL DES PECHEES
POUR LA MEDITERRANEE**

14. L'Accord portant création du Conseil général des pêches pour la Méditerranée (CGPM) a été approuvé par la Conférence de la FAO à sa cinquième session (novembre 1949).

15. Conformément aux dispositions de l'Article IX (maintenant XII) de l'Accord, ce dernier est entré en vigueur à la réception du cinquième instrument d'acceptation, le 20 février 1952. Il a été enregistré le 5 avril 1952 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 1691.

16. Des amendements ont été adoptés par la Conférence à sa douzième session (1963). A sa treizième session (juillet 1976), le CGPM a adopté de nouveaux amendements à l'Accord. Les amendements à l'Accord ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-dixième session (décembre 1976). Les amendements signalés au présent paragraphe sont entrés en vigueur pour toutes les parties à l'Accord.

Parties à l'Accord

17. Les gouvernements des pays suivants sont devenus parties à l'accord par dépôt d'un instrument d'acceptation aux dates indiquées ci-après:

<u>Pays</u>	<u>Dépôt de l'instrument d'acceptation</u>	
Algérie	11 décembre	1967
Bulgarie ³	3 novembre	1969
Chypre	10 juin	1965
Egypte	19 février	1951
Espagne	19 octobre	1953
France	8 juillet	1952
Grèce	7 avril	1952
Israël	<u>20 février</u>	<u>1952</u>
Italie	29 mai	1950
Jamahiriya arabe libyenne	14 mai	1963
Liban	14 novembre	1960
Malte	29 avril	1965
Maroc	17 septembre	1956
Monaco	14 mai	1954
République arabe syrienne	12 décembre	1975
Roumanie	19 février	1971
Royaume-Uni ⁴	20 novembre	1950
Tunisie	22 juin	1954
Turquie	6 avril	1954
Yougoslavie	12 octobre	1951

18. Déclarations et réserves**BULGARIE**

(Réserve formulée dans l'instrument d'acceptation):

"La République populaire de Bulgarie ne se considérera pas liée par les décisions de la Cour internationale de justice concernant des litiges qui lui sont portés en accord avec l'Article XIII de l'Accord sans le consentement spécifique du Gouvernement de la République populaire de Bulgarie pour chaque litige."⁵

³ Acceptation donnée conformément à la procédure prévue au paragraphe 4 de l'Article XXI du Règlement général de l'Organisation, sous réserve du dépôt de l'instrument officiel d'acceptation. Cet instrument a été déposé auprès du Directeur général le 3 juillet 1972.

⁴ Le Gouvernement du Royaume-Uni, qui était devenu partie à l'Accord le 20 novembre 1950, a notifié son retrait le 25 mars 1968. Conformément aux dispositions de l'Article XII.1 de l'Accord, le retrait a pris effet trois mois après la réception de la notification par le Directeur général.

⁵ L'Article XIII mentionné est maintenant l'Article XV.

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VEGETAUX

19. A sa sixième session (novembre 1951), la Conférence de la FAO a approuvé la Convention internationale pour la protection des végétaux et l'a soumise à l'acceptation des gouvernements.

20. Conformément aux dispositions de l'Article XIV de la Convention, celle-ci est entrée en vigueur le 3 avril 1952, après avoir été ratifiée par trois gouvernements signataires. La Convention a été enregistrée le 29 novembre 1952 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 1963.

Signataires de la Convention et parties à la Convention

21. La liste ci-après est celle des signataires et des parties à la Convention. Les instruments pertinents ont été déposés aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion (a)</u> <u>Accession (d)</u>
Afrique du Sud	6 décembre 1951	21 septembre 1956
Algérie		1er octobre 1985(a)
Allemagne ⁶	30 avril 1952	3 mai 1957
Allemagne, Rép. dém. d' ⁷		4 décembre 1974(a)
Argentine		23 septembre 1954(a)
Australie ⁸	30 avril 1952	27 août 1952
Autriche	6 décembre 1957	22 octobre 1952
Bahreïn		29 mars 1971(a)
Bangladesh		1er septembre 1978(a)
Barbade		6 décembre 1976(a)
Belgique	6 décembre 1951	22 juillet 1952
Belize		14 mai 1987(a)
Bolivie		27 octobre 1960(a)
Brésil	6 décembre 1951	14 septembre 1961
Cambodge		10 juin 1952(a)
Canada	6 décembre 1951	10 juillet 1953
Cap-Vert		19 mars 1980(a)
Chili	3 avril 1952	<u>3 avril 1952</u>

⁶ Le 3 octobre 1990, la République démocratique allemande a accédé à la République fédérale d'Allemagne. En conséquence, la République démocratique allemande a cessé d'exister. Dans un message adressé le même jour aux chefs d'Etat et de gouvernement, le Chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne a déclaré: Maintenant que l'unité de l'Allemagne est faite, nous examinerons avec les parties contractantes intéressées les traités internationaux de la République démocratique allemande en vue de régulariser ou confirmer le maintien de leur application, leur ajustement ou leur expiration, compte tenu de la garantie de bonne foi des intérêts des Etats concernés et des obligations contractuelles de la République fédérale d'Allemagne, ainsi que du principe d'un ordre fondamental libre et démocratique régi par la règle de droit et dans le respect de la compétence de la Communauté européenne.

⁷ Ibid.

⁸ Application étendue à Nauru et l'île Norfolk le 9 août 1954.

Colombie	29 avril	1952	26 janvier	1970
Corée, République de			8 décembre	1953(a)
Costa Rica	28 avril	1952	23 juillet	1973
Cuba	6 décembre	1951	14 avril	1976
Danemark	6 décembre	1951	13 février	1953
Egypte	6 décembre	1951	22 juillet	1953
El Salvador	6 décembre	1951	12 février	1953
Equateur	12 mars	1952	9 mai	1956
Espagne	10 décembre	1951	18 février	1952
Etats-Unis d'Amérique ⁹	6 décembre	1951	18 août	1972
Ethiopie			20 juin	1977(a)
Finlande			22 juin	1960(a)
France	6 décembre	1951	20 août	1957
Ghana			22 février	1991(a)
Grèce			9 décembre	1954(a)
Grenade			27 novembre	1985(a)
Guatemala	28 avril	1952	25 mai	1955
Guinée			22 mai	1991(a)
Guyana			31 août	1970(a)
Haïti			6 novembre	1970(a)
Hongrie			17 mai	1960(a)
Inde	30 avril	1952	9 juin	1952
Indonésie	6 décembre	1957	21 juin	1977
Iran (Rép. islamique d')			18 septembre	1972(a)
Iraq			1er juillet	1954(a)
Irlande	9 décembre	1951	31 mars	1955
Israël	6 décembre	1951	3 septembre	1956
Italie	2 janvier	1951	3 août	1955
Jamaïque			24 novembre	1969(a)
Jamahiriya arabe libyenne			9 juillet	1970(a)
Japon	6 décembre	1951	11 août	1952
Jordanie			24 avril	1970(a)
Kenya			7 mai	1974(a)
Laos			28 février	1955(a)
Liban			18 septembre	1970(a)
Libéria			2 juillet	1986(a)
Luxembourg	16 janvier	1952	13 janvier	1955
Malaisie			17 mai	1991(a)
Malawi			21 mai	1974(a)
Mali			31 août	1987(a)
Malte			13 mai	1975(a)
Maroc			12 octobre	1972(a)
Maurice			11 juin	1971(a)
Mexique			26 mai	1976(a)
Nicaragua			2 août	1956(a)
Niger			4 juin	1985(a)
Norvège			23 avril	1956(a)
Nouvelle-Zélande ¹⁰	6 décembre	1951	16 septembre	1952
Oman			23 janvier	1989(a)
Pakistan			10 novembre	1954(a)
Panama			14 février	1968(a)
Papouasie-Nouvelle-Guinée			1er juin	1976(a)
Paraguay			5 avril	1968(a)

⁹ Application étendue après ratification à tous les territoires dont les relations internationales relèvent de la responsabilité des Etats-Unis d'Amérique.

¹⁰ S'applique aussi aux îles Cook et à Nioué.

Pays-Bas	6 décembre 1951	29 octobre	1954
Pérou		1er juillet	1975(a)
Philippines	12 juin 1951	3 décembre	1953
Portugal	6 décembre 1951	20 octobre	1955
République dominicaine		20 juin	1952(a)
Roumanie		17 novembre	1971(a)
Royaume-Uni ¹¹	6 décembre 1951	7 septembre	1953
Saint-Kitts-et-Nevis		17 avril	1990(a)
Salomon, Iles		18 octobre	1978(a)
Sénégal		3 mars	1975(a)
Sierra Leone		23 juin	1981(a)
Soudan		16 juillet	1971(a)
Sri Lanka	7 décembre 1951	12 février	1952
Suède	11 décembre 1951	30 mai	1952
Suisse ¹²	6 décembre 1951		
Suriname ¹³		28 novembre	1954(d)
Tchécoslovaquie		5 août	1983(a)
Thaïlande	6 décembre 1951	16 août	1978
Togo		2 avril	1986(a)
Trinité-et-Tobago		30 juin	1970(a)
Tunisie		22 juillet	1971(a)
Turquie		29 juillet	1988(a)
Union des Républiques socialistes soviétiques		24 avril	1956(a)
Uruguay	30 avril 1952	15 juillet	1970
Venezuela		12 mai	1966(a)
Yougoslavie	6 décembre 1951	11 février	1955
Yémen ¹⁴		20 décembre	1990(a)
Zambie		24 juin	1986(a)

¹¹ Application étendue aux îles de Man et de Jersey le 1er octobre 1953 et au Bailliage de Guernesey le 9 mars 1966.

¹² N'ayant pas ratifié la Convention, la Suisse n'y est pas partie.

¹³ Le 22 avril 1977, le Directeur général a reçu du Gouvernement du Suriname une déclaration officielle annonçant que le Suriname se considère lié par la Convention, antérieurement déclarée applicable au Suriname par le Royaume des Pays-Bas, et qu'il accepte les droits et obligations en découlant.

¹⁴ Le 22 mai 1990, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen ont fusionné en un seul Etat appelé "République du Yémen". Dans la communication du 19 mai 1990 adressée au Secrétaire général de l'ONU, les Ministères des affaires étrangères de la République arabe du Yémen et de la République démocratique populaire du Yémen ont déclaré: tous les traités et accords conclus entre, soit la République arabe du Yémen, soit la République démocratique populaire du Yémen et d'autres Etats et organisations internationales, conformément au droit international, qui sont en vigueur le 22 mai 1990, continueront d'être appliqués et les relations internationales existant le 22 mai 1990 entre la République démocratique populaire du Yémen et la République arabe du Yémen et d'autres Etats seront maintenues. Suite à cette déclaration, dans le cas d'un accord auquel tant la République arabe du Yémen que la République démocratique populaire du Yémen étaient parties, la date d'acceptation ou de signature choisie dans le présent document est la première à laquelle la République arabe du Yémen ou la République démocratique populaire du Yémen l'a accepté/signé.

22. A sa vingtième session (novembre 1979), la Conférence a adopté un **texte révisé de la Convention**, qui contenait des amendements proposés au cours d'une consultation gouvernementale (Rome - novembre 1976), ainsi que des modifications recommandées ultérieurement par le Comité de l'agriculture de l'Organisation à sa cinquième session (avril 1979), sur proposition d'un groupe consultatif ad hoc.

23. Conformément aux dispositions de l'alinéa 4 de l'Article XIII de la Convention, le texte révisé est entré en vigueur pour toutes les parties contractantes trente jours après avoir été accepté par les deux tiers des parties contractantes, à savoir le 4 avril 1991.

24. Les gouvernements des pays suivants ont déposé leur instrument d'acceptation des amendements aux dates indiquées ci-après:

<u>Pays</u>	<u>Dépôt de l'instrument d'acceptation des amendements</u>	
Afrique du Sud	10 mars	1981
Algérie	1er octobre	1985
Allemagne ¹⁵	27 novembre	1985
Argentine	14 novembre	1983
Australie	22 mai	1981
Bangladesh	11 janvier	1984
Barbade	4 avril	1991
Belgique	6 mai	1983
Belize	14 mai	1987
Brésil	28 août	1985
Canada	17 septembre	1980
Cap-Vert	19 mars	1980
Chili	8 octobre	1980
Colombie	18 septembre	1980
Corée, République de	4 novembre	1980
Costa Rica	22 septembre	1986
Danemark	19 septembre	1980
El Salvador	20 septembre	1982
Equateur	22 juillet	1988
Espagne	30 juin	1981
Etats-Unis d'Amérique	11 juin	1982
Ethiopie	26 mai	1980
Finlande	31 mai	1982
France	29 octobre	1980
Ghana	22 février	1991
Grenade	27 novembre	1985
Guatemala	21 août	1980
Guyana	21 juillet	1982
Haïti	3 décembre	1990
Hongrie	1er avril	1981
Indonésie	14 novembre	1990
Irlande	27 janvier	1981
Israël	26 juillet	1982
Liban	24 octobre	1990
Libéria	2 juillet	1986
Luxembourg	7 février	1983

¹⁵ Voir note 6.

Mali	31 août	1987
Malte	16 novembre	1990
Maroc	24 novembre	1980
Maurice	10 septembre	1990
Mexique	11 novembre	1981
Nicaragua	28 novembre	1990
Niger	17 décembre	1990
Norvège	7 avril	1981
Nouvelle-Zélande	10 avril	1990
Pays-Bas	2 novembre	1981
Pérou	21 décembre	1990
Royaume-Uni	15 juillet	1982
Saint-Kitts-et-Nevis	17 avril	1990
Salomon, Iles	15 décembre	1989
Sénégal	27 mars	1984
Sierra Leone	23 juin	1981
Soudan	<u>5 mars</u>	<u>1991</u>
Suède	19 novembre	1980
Suriname	19 août	1980
Tchécoslovaquie	9 octobre	1987
Togo	2 avril	1986
Trinité-et-Tobago	4 mars	1991
Tunisie	29 août	1990
Turquie	29 juillet	1988
Union des Républiques socialistes soviétiques	9 décembre	1982
Uruguay	1er octobre	1981
Yémen ¹⁶	20 décembre	1990
Yougoslavie	13 juin	1983
Zambie	1er février	1991

25. Déclarations et réserves

CUBA

(Déclaration et réserve faites à la ratification):

Déclaration

"... les dispositions énoncées à l'Article XI de la Convention internationale pour la protection des végétaux sont contraires à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Résolution 1514) adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, le 14 décembre 1960, qui proclame la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations."

Réserve

"... Le Gouvernement de la République de Cuba ne se considère pas comme tenu par les dispositions énoncées à l'Article IX, car il estime que les différends entre les parties concernant l'interprétation et l'application de la Convention doivent être réglés au moyen de négociations directes par la voie diplomatique."

¹⁶ Voir note 14.

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

(Déclaration accompagnant la ratification):

"La Convention internationale pour la protection des végétaux"... s'appliquera également au territoire de Berlin à compter de la date à laquelle elle entrera en vigueur en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne."

ROUMANIE

(Déclaration accompagnant l'adhésion):

"a) Le Conseil d'Etat de la République socialiste de Roumanie considère que le maintien de l'état de dépendance de certains territoires auxquels se réfère la réglementation de l'Article XI de la Convention n'est pas en concordance avec la Charte de l'Organisation des Nations Unies et les documents adoptés par l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, y compris la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée à l'unanimité par la Résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies qui proclame solennellement le devoir des Etats de favoriser la réalisation du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes dans le but de mettre rapidement fin au colonialisme.

b) Le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie considère que l'adhésion de la "République de Corée" à la Convention internationale pour la protection des végétaux, conclue à Rome le 6 décembre 1951, constitue un acte illégal, car les autorités de la Corée du Sud ne peuvent en aucun cas agir au nom de la Corée."

**ACTE CONSTITUTIF DE LA COMMISSION EUROPEENNE DE LUTTE
CONTRE LA FIEVRE APHTEUSE**

26. A sa septième session (décembre 1953), la Conférence de la FAO a approuvé l'Acte constitutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse et l'a soumis à l'acceptation des Etats Membres de la FAO.

27. Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article XIX de l'Acte constitutif de la Commission, ce dernier est entré en vigueur le 12 juin 1954. Il a été enregistré auprès du Secrétariat de l'ONU le 21 juin 1954, sous le N° 2588.

28. Des amendements ont été approuvés par le Conseil de la FAO à sa trente-neuvième session. A sa vingtième session (avril 1973), la Commission a apporté à son Acte constitutif de nouveaux amendements qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante et unième session (novembre 1973). Par la suite, à sa vingt-deuxième session (mars-avril 1977), la Commission a adopté d'autres amendements à son acte constitutif qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-douzième session (novembre 1977). Les amendements indiqués au présent paragraphe sont entrés en vigueur pour toutes les parties à l'Acte constitutif.

29. A sa vingt-huitième session, tenue à Rome en mai 1989, la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse a adopté un amendement au paragraphe 1 de l'Article I de son Acte constitutif, dans le but d'assouplir les critères d'adhésion à la Commission. L'amendement a été examiné par le Conseil à sa quatre-vingt-seizième session (Rome, 6-10 novembre 1989) et approuvé dans la Résolution 2/96. En vertu du paragraphe 5 de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, cet amendement a pris effet le jour où le Conseil s'est prononcé, à savoir le 10 novembre 1989.

Parties à l'Acte constitutif

30. Les gouvernements des pays suivants ont déposé les instruments pertinents aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Date d'acceptation</u>
Albanie	25 novembre 1986
Allemagne ¹⁷	26 mars 1973
Autriche	1er décembre 1955
Belgique	24 septembre 1959
Bulgarie	2 novembre 1971
Chypre	11 janvier 1971
Danemark	4 février 1954
Espagne	20 décembre 1978
Finlande	5 mars 1968
France	28 février 1984
Grèce	23 mars 1959
Hongrie	7 avril 1970
Irlande	16 décembre 1953
Islande	17 janvier 1955
Israël	4 septembre 1990
Italie	29 septembre 1955
Luxembourg	1er juin 1959
Malte	13 mars 1970
Norvège	11 décembre 1953
Pays-Bas	<u>12 juin 1954</u>
Pologne	4 janvier 1984
Portugal	6 octobre 1955
Royaume-Uni	1er mars 1954
Suède	13 décembre 1963
Suisse	23 février 1961
Tchécoslovaquie	1er janvier 1986
Turquie	27 septembre 1955
Yougoslavie	14 décembre 1953

31. Déclarations et réserves

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

(Déclaration accompagnant l'acceptation):

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne déclare que l'Acte constitutif de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse "s'appliquera également à Berlin (Ouest) à compter de la date de son entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne".

¹⁷ Voir note 6.

ACCORD SUR LA PROTECTION DES VEGETAUX POUR LA REGION
ASIE ET PACIFIQUE¹⁸

32. A sa vingt-troisième session (novembre 1955), le Conseil de la FAO a approuvé le texte de l'accord sur la protection des végétaux pour la région Asie et Pacifique (antérieurement Accord sur la protection des végétaux pour la région Asie du Sud-Est et Pacifique) et l'a soumis à l'acceptation des gouvernements.

33. Aux termes du paragraphe premier de l'Article XI de l'Accord, celui-ci est entré en vigueur le 2 juillet 1956. Il a été enregistré le 20 juillet 1956 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 1963.

Signataires et parties à l'Accord

34. Les gouvernements des pays suivants sont devenus parties à l'Accord par signature, ou ont déposé les instruments pertinents aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u>
	<u>Signature non soumise à ratification(S)</u>	<u>Adhésion (a)</u>
Australie	27 février 1956(S)	
Bangladesh		4 décembre 1974(a)
Cambodge		27 janvier 1969(a)
Chine		6 juin 1990(a)
Fidji		16 décembre 1970(a)
France		20 août 1957(a)
Inde	2 juillet 1956(S)	
Indonésie	28 juin 1956	21 décembre 1967
Laos	25 mai 1956	17 mars 1960
Malaisie		4 novembre 1959(a)
Myanmar		4 novembre 1959(a)
Népal		12 août 1965(a)
Nouvelle-Zélande ¹⁹		17 décembre 1975(a)
Pays-Bas ²⁰		19 juillet 1957
Pakistan		8 janvier 1958(a)
Papouasie-Nouvelle-Guinée		1er juin 1976(a)
Philippines		11 juin 1962(a)
Portugal	2 juillet 1956(S)	
République de Corée		4 novembre 1931(a)

¹⁸ Ce nouveau titre a été adopté à la suite d'un amendement à l'Accord, qui a pris effet le 16 février 1983.

¹⁹ S'applique aux îles Cook et à Nioué.

²⁰ Le Gouvernement des Pays-Bas avait ratifié l'Accord le 19 juillet 1957 en ce qui concerne la Nouvelle-Guinée hollandaise. Selon une communication qui a été adressée au Directeur général le 28 décembre 1964 et enregistrée auprès de l'ONU, ce gouvernement estime qu'il a cessé d'être partie à l'Accord à compter du 1er octobre 1962, date à laquelle l'administration du Territoire en question a été transférée à l'Autorité exécutive temporaire de l'ONU.

Royaume-Uni	29 mars	1956	3 décembre 1956
Salomon, Iles			20 juin 1979(a)
Samoa			23 décembre 1971(a)
Sri Lanka	27 février	1956(S)	
Thaïlande			26 novembre 1956(a)
Tonga			5 novembre 1981(a)
Viet Nam	2 juillet	1956(S)	

35. Le Comité phytosanitaire pour la région Asie du Sud-Est et Pacifique, créé en vertu de l'Article II de l'Accord, a proposé à sa sixième session d'élargir le champ géographique de l'Accord par voie d'amendement à l'Article I(a) de ce dernier. L'amendement en question a été approuvé par le Conseil à sa quarante-neuvième session (novembre 1967) et il est entré en vigueur pour tous les Etats contractants le 16 août 1969, soit trente jours après son acceptation par les deux tiers des Etats contractants, conformément aux dispositions de l'Article IX.4 de l'Accord.

36. Les pays suivants ont déposé les instruments pertinents aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>	
Australie	17 juillet	1969
Cambodge	27 janvier	1969
Chine	6 juin	1990
Inde	11 avril	1969
Laos	20 août	1968
Malaisie	6 mars	1969
Népal	4 juin	1969
Pakistan	9 juin	1969
Philippines	13 novembre	1969
Portugal	27 janvier	1969
Royaume-Uni	31 décembre	1968
Sri Lanka	28 janvier	1969
Thaïlande	6 juin	1969

37. Déclarations et réserves

PAKISTAN

(Déclaration accompagnant l'acceptation de l'amendement à l'Article I(a) de l'Accord (novembre 1967)):

"Le Gouvernement du Pakistan considère Taïwan comme partie intégrante de la République populaire de Chine et, comme tel, le Gouvernement de cet Etat est seul compétent pour adhérer à l'accord sur la protection des végétaux pour la région Asie du Sud-Est et Pacifique en ce qui concerne son territoire, y compris Taïwan."

38. A sa onzième session (septembre 1978), le Comité a proposé certains amendements à l'Accord, qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-quinzième session (juin 1979). Les amendements consistaient à supprimer les mots "du Sud-Est" dans le titre de l'Accord et à modifier le titre du Comité qui devient "Commission phytosanitaire pour l'Asie et le

Pacifique". En vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'Article IX de l'Accord, les amendements ont pris effet le 16 février 1983, c'est-à-dire le trentième jour suivant l'acceptation par les deux tiers des parties contractantes.

39. Les gouvernements des pays suivants ont déposé un instrument aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Australie	17 juin 1981
Bangladesh	27 octobre 1981
Chine	6 juin 1990
Fidji	10 novembre 1980
France	7 octobre 1982
Inde	13 février 1980
Laos	31 août 1982
Malaisie	3 mars 1983
Népal	1er avril 1980
Pakistan	22 avril 1980
Philippines	<u>17 janvier 1983</u>
Portugal	11 mai 1981
République de Corée	4 novembre 1981
Royaume-Uni	9 avril 1980
Salomon, Iles	24 mars 1980
Sri Lanka	29 décembre 1982
Thaïlande	8 avril 1981
Tonga	5 novembre 1981

40. A sa treizième session (avril 1983), la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique, créée en vertu de l'Accord a proposé d'amender l'Article I(a) de ce dernier de manière à inclure la République populaire de Chine dans la définition de la Région et elle a demandé au Directeur général de prendre les dispositions nécessaires en vue de l'approbation de cet amendement.

41. Conformément à l'Article IX.2 de l'Accord, un amendement à l'Article I(a) a été soumis au Conseil pour approbation. Le Conseil, à sa quatre-vingt-quatrième session (novembre 1983), a approuvé l'amendement proposé.

42. Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'Article IX de l'Accord, l'amendement est entré en vigueur pour tous les Etats contractants trente jours après son acceptation par les deux tiers des Etats contractants, à savoir le 23 mai 1990.

43. Les pays suivants ont déposé un instrument d'acceptation de l'amendement à la date indiquée en regard:

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Australie	24 octobre 1989
Bangladesh	31 juillet 1984
Cambodge	26 avril 1990
Chine	6 juin 1990
Fidji	25 mai 1990
France	8 mai 1990

Inde	19 août	1990
Indonésie	11 avril	1990
Laos	23 avril	1990
Malaisie	23 avril	1990
Myanmar	22 avril	1990
Népal	11 mai	1990
Nouvelle-Zélande	10 avril	1990
Pakistan	27 juin	1990
Philippines	26 avril	1990
Portugal	8 mars	1990
République de Corée	17 avril	1990
Royaume-Uni	10 janvier	1986
Samoa	<u>23 avril</u>	<u>1990</u>
Salomon, Iles	28 décembre	1988
Sri Lanka	13 février	1985
Thaïlande	2 mai	1990
Viet Nam	23 avril	1990

44. En outre, à sa treizième session, la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique a approuvé certains amendements aux Articles II, III, IV et XIV de l'Accord. Ces amendements avaient pour objet d'introduire des contributions obligatoires pour les gouvernements contractants en vue de financer le programme d'activité de la Commission.

45. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article IX de l'Accord, ces amendements ont été soumis au Conseil pour approbation. Le Conseil, à sa quatre-vingt-quatrième session (novembre 1983), a approuvé les amendements susmentionnés.

46. Comme ces amendements entraînent de nouvelles obligations, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'Article IX de l'Accord, ils ne lient chaque Etat contractant qu'après avoir été acceptés par celui-ci et à compter du trentième jour suivant cette acceptation.

47. Les pays suivants ont déposé un instrument d'acceptation des amendements aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Bangladesh	31 juillet 1984
Chine	6 juin 1990
Inde	19 août 1986
Pakistan	27 juin 1988
Sri Lanka	13 février 1985

**CONVENTION PLACANT LA COMMISSION INTERNATIONALE DU PEUPLIER
DANS LE CADRE DE LA FAO**

48. A sa dixième session (novembre 1959), la Conférence de la FAO a approuvé la Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de la FAO et l'a soumise à l'acceptation des Etats Membres.

49. Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article XVIII de la Convention, cette dernière est entrée en vigueur à la réception du douzième instrument d'acceptation, le 26 septembre 1961. Elle a été enregistrée le 9 octobre 1961 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 5902.

50. A sa deuxième session extraordinaire (octobre 1967), la Commission internationale du peuplier a adopté un amendement à l'Article IV de la Convention, amendement qui a été approuvé par la Conférence à sa quatorzième session (novembre 1967). A sa troisième session extraordinaire (novembre 1977), la Commission a adopté d'autres amendements à la Convention, qui ont été approuvés par la Conférence à sa dix-neuvième session (novembre-décembre (1977)). Les amendements auxquels il est fait référence dans le présent paragraphe sont entrés en vigueur pour toutes les parties à la Convention.

Parties à la Convention

51. Les gouvernements des pays suivants sont devenus parties à la Convention par dépôt d'un instrument d'acceptation aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Date d'acceptation</u>	
Allemagne ²¹	15 mai	1961
Argentine	6 février	1961
Autriche	17 février	1961
Belgique	24 avril	1962
Bulgarie	5 septembre	1972
Canada	28 novembre	1962
Chili	29 janvier	1990
Chine	1er octobre	1980
Corée, République de	16 janvier	1973
Egypte	<u>26 septembre</u>	<u>1961</u>
Espagne	21 avril	1960
Etats-Unis d'Amérique	13 août	1970
France	17 mars	1961
Hongrie	23 novembre	1970
Inde	17 février	1964
Iran, République islamique d'	6 mars	1961
Iraq	7 juin	1977
Irlande	4 juillet	1961
Italie	9 mai	1963
Japon	23 janvier	1968
Liban	23 janvier	1961
Maroc	7 septembre	1962
Nouvelle-Zélande ²²	19 juin	1969
Pakistan	6 juillet	1962
Pays-Bas	22 décembre	1961
Portugal	19 août	1963
République arabe syrienne	19 décembre	1961
Roumanie	28 janvier	1964
Royaume-Uni ²³	3 avril	1962

²¹ Voir note 6.

²² L'instrument d'acceptation du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande contient une déclaration aux termes de laquelle son acceptation ne s'étend à aucun des territoires dont les relations internationales relèvent de sa responsabilité.

²³ S'applique aux îles Anglo-Normandes et à l'île de Man.

Suisse	23 février	1961
Tunisie	4 avril	1961
Turquie	27 juillet	1965
Yougoslavie	11 janvier	1961

52. Déclarations, réserves et objections

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

(Déclaration notifiée à l'Organisation le 29 février 1968 sous la signature de l'Ambassadeur):

"J'ai l'honneur de me référer ... au dépôt, le 15 mai 1961, de l'instrument d'acceptation de la Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. J'ai reçu pour instruction de mon gouvernement de vous faire savoir que ... la Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'applique aussi au Land de Berlin."

BULGARIE

(Objection notifiée à l'Organisation le 26 juillet 1968, à propos de la déclaration susmentionnée de la République fédérale d'Allemagne):

"... que Berlin Ouest, en tant qu'entité politique, n'a jamais fait et ne fait pas partie de la République fédérale d'Allemagne; en conséquence, la lettre de Son Excellence l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne ne saurait être considérée recevable et elle n'aurait pas dû être communiquée aux Etats Membres de la FAO."

[Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie veut à cette occasion souligner combien il s'étonne] "... que la FAO ait accepté de distribuer aux Etats Membres un tel document, expression du point de vue de la République fédérale d'Allemagne qui ne tient pas compte des réalités territoriales et politiques de l'Europe."

(Réserve accompagnant l'acceptation):

"La République populaire de Bulgarie ne se considérera pas liée par les décisions de la Cour internationale de justice pour ce qui est des litiges qui lui seront portés en vertu de l'Article XV de ladite Convention sans le consentement spécifique du Gouvernement de la République populaire de Bulgarie pour chaque litige."

CUBA

(Objection notifiée à l'Organisation le 30 mai 1968 en ce qui concerne la déclaration susmentionnée de la République fédérale d'Allemagne):

"... elle n'accepte ni ne reconnaît la déclaration selon laquelle ces instruments sont aussi applicables au Land de Berlin car ce dernier ne fait pas partie du territoire de la République fédérale

d'Allemagne, parce que les prétentions qu'un Etat émet sur des territoires qui lui sont étrangers sont sans valeur et parce qu'il peut encore moins prendre des engagements en leur nom, dans la conduite de leurs relations internationales."

HONGRIE

(Objection notifiée à l'Organisation le 7 juin 1968 en ce qui concerne la déclaration de la République fédérale d'Allemagne du 29 février 1968):

"... le Gouvernement hongrois ne reconnaît pas le droit du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de représenter le Land de Berlin devant des instances internationales, le Land de Berlin étant une entité politique autonome et ne faisant pas partie de la République fédérale d'Allemagne."

"... par conséquent, le Gouvernement hongrois considère comme n'ayant pas effet juridique et allant à l'encontre du droit international la déclaration du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne que ... la Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'applique au Land de Berlin."

POLOGNE

(Objection notifiée à l'Organisation le 16 avril 1968, en ce qui concerne la déclaration susmentionnée de la République fédérale d'Allemagne):

"... que Berlin Ouest, en tant qu'entité politique, n'a jamais fait et ne fait pas partie de la République fédérale d'Allemagne; en conséquence, la lettre de Son Excellence l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne ne saurait être considérée comme recevable et elle n'aurait pas dû être communiquée aux Etats Membres de la FAO."

[A cette occasion, la République populaire de Pologne s'étonne]"... que la FAO ait accepté de faire circuler parmi les Etats Membres un tel document, expression du point de vue de la République fédérale d'Allemagne qui ne tient pas compte des réalités territoriales et politiques de l'Europe."

ROUMANIE

(Objection notifiée à l'Organisation le 10 mai 1968, en ce qui concerne la déclaration susmentionnée de la République fédérale d'Allemagne):

"... (ne pas reconnaître) au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne la compétence d'étendre à Berlin Ouest l'application de la Convention plaçant la Commission internationale du peuplier dans le cadre de la FAO, étant donné que Berlin Ouest ne fait pas partie du territoire de la République fédérale d'Allemagne."

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

(Déclaration notifiée à l'Organisation le 5 décembre 1968):

"Berlin fait partie de l'Allemagne. Les rapports de Berlin avec les autorités étrangères sont, toutefois, réservés jusqu'à présent à la Kommandatura Interalliée, autorité suprême dans la ville. Cependant, au paragraphe III(c) de la Déclaration sur Berlin publiée le 5 mai 1955, qui concorde avec les textes entrés en vigueur dès avant cette date, telle que la Déclaration à laquelle se réfère sa lettre du 21 mai 1952, la Kommandatura Interalliée a autorisé les autorités berlinoises à faire assurer la représentation à l'étranger des intérêts de Berlin et de ses habitants par des arrangements appropriés. Des arrangements de cet ordre ont été conclus avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui est le seul gouvernement allemand librement et légitimement constitué.

Les arrangements qui ont été pris en accord avec les dispositions ci-dessus permettent à la République fédérale d'Allemagne d'étendre à Berlin le champ d'application des accords internationaux conclus par elle, pourvu que certaines conditions soient respectées. D'après ces conditions, la décision finale sur l'extension du champ d'application de l'accord international est laissée dans chaque cas à la Kommandatura Interalliée. En outre, une action particulière des autorités berlinoises est requise pour rendre tout accord international de cet ordre applicable en tant que droit interne à Berlin.

Il est clair que cette procédure, conforme au statut spécial de la ville, sauvegarde entièrement les droits et responsabilités de la Kommandatura Interalliée, en toute hypothèse compétente pour décider de l'extension à Berlin des accords internationaux conclus par la République fédérale d'Allemagne.

Il s'ensuit que les objections soulevées par les Gouvernements de la Pologne, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Bulgarie et de Cuba ne sont pas fondées. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne vous saurait gré de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture."

FRANCE, ROYAUME-UNI, ETATS-UNIS D'AMERIQUE

(Déclarations notifiées à l'Organisation les 9 et 10 décembre 1968 à propos de la déclaration précédente de la République fédérale d'Allemagne):

"Les rapports de Berlin avec les autorités étrangères sont et demeurent réservés à la Kommandatura Interalliée, en tant qu'autorité suprême à Berlin. Toutefois, dans le paragraphe III(c) de la Déclaration sur Berlin publiée le 5 mai 1955, qui concorde avec les textes entrés en vigueur dès avant cette date, telle que la Déclaration à laquelle se réfère sa lettre du 21 mai 1952, la

Kommandatura Interalliée a autorisé les autorités berlinoises à faire assurer la représentation à l'étranger des intérêts de Berlin et de ses habitants par des arrangements appropriés.

Les arrangements adoptés en accord avec les dispositions qui précèdent permettent à la République fédérale d'Allemagne d'étendre à Berlin le champ d'application des accords internationaux conclus par elle, pourvu que certaines conditions soient respectées. D'après ces conditions, la décision finale sur l'extension du champ d'application de l'accord international est laissée dans chaque cas à la Kommandatura Interalliée. En outre, une action particulière des autorités berlinoises est requise pour rendre tout accord international de cet ordre applicable en tant que droit interne à Berlin.

Il est clair que cette procédure, conforme au statut spécial de la ville, sauvegarde entièrement les droits et les responsabilités de la Kommandatura Interalliée et, par son intermédiaire, des Puissances alliées qui demeurent en toute hypothèse compétentes pour décider de l'extension à Berlin des accords internationaux conclus par la République fédérale d'Allemagne.

**ACCORD PORTANT CREATION DE LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE
LE CRIQUET PELERIN DANS LA PARTIE
ORIENTALE DE SON AIRE DE REPARTITION EN ASIE DU SUD-OUEST**

53. La FAO a convoqué à Téhéran (octobre 1962) une réunion spéciale des Etats Membres directement affectés par le criquet pèlerin dans la partie orientale de son aire de répartition en Asie du Sud-Ouest. La réunion a recommandé la création d'une Commission régionale de lutte contre le criquet pèlerin pour ladite région. Cette recommandation a été confirmée lors d'une seconde réunion des Etats Membres directement intéressés (mai 1963), ainsi que par le Comité FAO de lutte contre le criquet pèlerin à sa huitième session (mai 1963).

54. A ses quarantième et quarante et unième session, le Conseil de la FAO a examiné un projet d'accord qui a été approuvé par la Conférence de la FAO à sa douzième session (décembre 1963) et soumis à l'acceptation des Etats Membres.

55. Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article XX de l'Accord, ce dernier est entré en vigueur à la réception du troisième instrument d'acceptation, le 15 décembre 1964. Il a été enregistré le 2 avril 1965 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 7663.

56. A sa douzième session (mars 1977), la Commission a adopté des amendements à l'Accord, qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-douzième session (novembre 1977). Ces amendements sont entrés en vigueur pour toutes les parties à l'Accord.

Parties à l'Accord

57. Les gouvernements des pays suivants ont déposé l'instrument pertinent aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Afghanistan	14 juillet 1964
Inde	<u>15 décembre 1964</u>
Iran (République islamique d')	19 novembre 1964
Pakistan	12 juillet 1965

**ACCORD PORTANT CREATION DE LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE
LE CRIQUET PELERIN AU PROCHE-ORIENT**

58. Par sa Résolution 9/61, la Conférence de la FAO, à sa onzième session (novembre 1961), a invité le Directeur général à étudier les mesures à prendre pour créer une commission internationale de lutte contre le criquet pèlerin dans la région considérée.

59. En application de cette résolution et pour donner suite aux recommandations des comités de la FAO qui s'occupent de la lutte contre le criquet pèlerin au Proche-Orient, le Directeur général a convoqué une réunion à Beyrouth, en mars 1965. Cette réunion a examiné et approuvé un projet d'accord relatif à la création d'une commission de lutte contre le criquet pèlerin au Proche-Orient. L'Accord a été approuvé par le Conseil de la FAO à sa quarante-quatrième session (juillet 1965) et soumis à l'acceptation des Etats Membres.

60. Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article XIX de l'Accord, ce dernier est entré en vigueur à la réception du troisième instrument d'acceptation, le 21 février 1967. Il a été enregistré le 17 mars 1967 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 8575.

61. A sa septième session (octobre 1976), la Commission a adopté des amendements à l'Accord qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-douzième session (novembre 1977). Ces amendements sont entrés en vigueur pour toutes les parties à l'Accord.

Parties à l'Accord

62. Les gouvernements des pays suivants ont déposé les instruments pertinents aux dates indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Arabie Saoudite	17 octobre 1972
Bahreïn	24 février 1969
Egypte	6 juillet 1967
Emirats arabes unis	31 mai 1974
Iraq	9 janvier 1970
Jordanie	14 novembre 1966
Koweït	10 août 1967
Liban	22 août 1966
Oman	9 octobre 1972
Qatar	31 décembre 1968

République arabe syrienne
Soudan
Yémen²⁴

3 décembre 1968
21 février 1967
20 mars 1969

63. Déclarations et réserves

ARABIE SAOUDITE

(Réserves accompagnant l'acceptation) :

- "1) En ce qui concerne l'Article XV de l'Accord, le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite désire se réserver le droit de spécifier, le cas échéant, les zones à exclure du champ d'application de l'Accord.
- 2) Le siège de l'organisme régional de lutte contre le criquet pèlerin dont la création est proposée devra être installé dans un pays autre que le Royaume d'Arabie saoudite.
- 3) L'acceptation de l'Accord par le Royaume d'Arabie saoudite n'entraînera pas pour lui l'obligation de constituer un service ou organisme spécialisé s'occupant à plein temps de la lutte antiacridienne.
- 4) Le Royaume d'Arabie saoudite propose que l'arabe soit considéré comme l'une des langues officielles de l'Accord et comme la langue de correspondance entre la Commission et la FAO.
- 5) La question de l'installation d'entrepôts à Jedda (pour stocker les pesticides et l'équipement nécessaires aux activités de lutte antiacridienne afin d'aider, en cas d'urgence, les Etats Membres exposés à des invasions de criquets) doit être ajournée, jusqu'au moment où le Royaume d'Arabie saoudite sera devenu membre de la Commission."

ACCORD PORTANT CREATION DE LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE
LE CRIQUET PELERIN EN AFRIQUE DU NORD-OUEST

64. A la demande des Etats Membres intéressés d'Afrique du Nord-Ouest, le Directeur général a préparé un projet d'accord visant à créer, dans le cadre de la FAO, une commission de lutte contre le criquet pèlerin dans cette région. L'Accord a été examiné par le Sous-Comité FAO de coordination des activités de recherche et de lutte relatives au criquet pèlerin dans le nord-ouest de l'Afrique en mars 1970. Il a été approuvé par le Conseil de la FAO à sa cinquante-cinquième session (novembre 1970) et soumis à l'acceptation des Etats Membres.

65. Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article XIX de l'Accord, ce dernier est entré en vigueur à la réception du troisième instrument d'acceptation, le 17 août 1971. Il a été enregistré le 24 septembre 1971 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 11354.

²⁴ Voir note 14. La République populaire du Yémen a accepté l'Accord le 21 avril 1969, l'instrument a pris effet le 10 novembre 1969, date de son admission à la qualité de membre de l'Organisation.

66. A sa sixième session (avril 1977), la Commission a adopté des amendements à l'Accord qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-douzième session (novembre 1977). Ces amendements sont entrés en vigueur pour toutes les parties à l'Accord.

Parties à l'Accord

67. Les gouvernements des pays suivants ont déposé l'instrument aux dates indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Algérie	<u>17 août</u> 1971
Jamahiriya arabe libyenne	13 mai 1971
Maroc	1er octobre 1971
Mauritanie	16 janvier 1989
Tunisie	22 juillet 1971

**ACCORD PORTANT CREATION DE LA COMMISSION REGIONALE DE LA PRODUCTION
ET DE LA SANTE ANIMALES POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE²⁵**

68. A la cinquième Conférence régionale sur la production et santé animales (Kuala Lumpur, septembre 1971), les Etats Membres intéressés ont élaboré un projet d'accord portant création en vertu de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, de la Commission régionale de la production et de la santé animales pour l'Asie, l'Extrême-Orient et le Pacifique Sud-Ouest. Le projet d'accord a été révisé par la onzième Conférence régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient (New Delhi, octobre 1972); il a été approuvé par le Conseil de la FAO à sa soixantième session (juin 1973) et soumis à l'acceptation des Etats Membres.

69. Aux termes du paragraphe premier de l'Article XXIII de l'Accord, ce dernier est entré en vigueur le 29 décembre 1975, date à laquelle a été reçu le cinquième instrument d'acceptation. L'Accord a été enregistré auprès du Secrétariat de l'ONU le 26 février 1976, sous le N° 14604.

70. A sa deuxième session (Kuala Lumpur, 1977), la Commission a adopté des amendements à l'Accord, qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-quatorzième session (décembre 1978). A sa quatrième session (septembre 1979), la Commission a adopté de nouveaux amendements qui ont été approuvés par le Conseil à sa soixante-seizième session (novembre 1979). Ces amendements sont entrés en vigueur pour toutes les parties à l'Accord.

²⁵ Le titre actuel a été adopté à la suite des amendements apportés à l'Accord, qui ont été approuvés par le Conseil de la FAO à sa quatre-vingt-dixième session (Résolution 3/90), le 28 novembre 1986.

Parties à l'Accord

71. Les gouvernements des pays suivants ont déposé l'instrument pertinent aux dates indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Australie ²⁶	7 juin 1976
Bangladesh	<u>29 décembre 1975</u>
Inde	12 juin 1975
Indonésie	12 avril 1977
Iran (République islamique d')	20 janvier 1978
Malaisie	14 mai 1976
Maurice ²⁷	7 novembre 1979
Myanmar	3 janvier 1990
Népal	29 décembre 1975
Pakistan	29 octobre 1976
Papouasie-Nouvelle-Guinée	25 juillet 1980
Philippines	14 juillet 1975
Singapour ²⁸	7 juin 1976
Sri Lanka	4 avril 1975
Thaïlande	16 septembre 1974

III. CONVENTIONS ET ACCORDS CONCLUS EN DEHORS DE LA FAO MAIS POUR LESQUELS LE DIRECTEUR GENERAL EXERCE LES FONCTIONS DE DEPOSITAIRE

**CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION
DES THONIDES DE L'ATLANTIQUE**

72. A sa treizième session (1965), la Conférence de la FAO a autorisé le Directeur général à convoquer une Conférence de plénipotentiaires afin de préparer et d'adopter une convention tendant à créer une commission pour la conservation des thonidés de l'Atlantique. La Conférence des plénipotentiaires (Rio de Janeiro, 2-14 mai 1966) a rédigé et ouvert à la signature la Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, par laquelle est instituée une commission qui fonctionne indépendamment de la FAO.

73. Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article XIV de la Convention, celle-ci est entrée en vigueur à la réception du septième instrument de ratification ou d'adhésion, le 21 mars 1969. Elle a été enregistrée le 20 mai 1969 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 9587.

²⁶ S'applique aussi aux territoires des îles des Cocos (Keeling), de l'île Christmas, de l'île Norfolk et aux îles de la mer de Corail.

²⁷ Le 4 décembre 1985, le Directeur général a reçu notification du retrait de Maurice. Conformément à l'Article XXI de l'Accord, ce retrait a pris effet le 4 décembre 1986.

²⁸ Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article III de l'Accord, Singapour (qui n'est pas membre de la FAO mais fait partie de l'ONU) a été admise à la qualité de membre de la Commission, à compter du 7 juin 1976.

Signataires et parties à la Convention

74. Les gouvernements des pays suivants sont signataires de la Convention, ou parties à celle-ci; les instruments ont été déposés aux dates indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification ou adhésion (a)</u>
Afrique du Sud		17 octobre 1967(a)
Angola		29 juillet 1976(a)
Bénin		9 janvier 1978(a)
Brésil	14 mai 1966	1er avril 1969
Canada		20 août 1968(a)
Cap-Vert		11 octobre 1979(a)
Côte d'Ivoire		6 décembre 1972(a)
Cuba ²⁹		15 janvier 1975(a)
Espagne	14 mai 1966	<u>21 mars 1969</u>
Etats-Unis d'Amérique	14 mai 1966	18 mai 1967
France		7 novembre 1968(a)
Gabon	9 août 1967	19 septembre 1977
Ghana		17 avril 1968(a)
Guinée		5 juin 1991(a)
Guinée équatoriale		13 mai 1987(a)
Japon	28 octobre 1966	24 août 1967
Maroc		26 septembre 1969(a)
Portugal		3 septembre 1969(a)
République de Corée	31 mai 1966	28 août 1970
République dominicaine	13 février 1968	
Sao Tomé-et-Principe		15 septembre 1983(a)
Sénégal ³⁰		25 août 1971(a)
Union des Républiques socialistes soviétiques		7 janvier 1977(a)
Uruguay		16 mars 1983(a)
Venezuela	9 juillet 1970	17 novembre 1983

75. Les 9 et 10 juillet 1984, une Conférence de plénipotentiaires des Etats parties à la Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique s'est réunie à Paris (France) et a adopté un protocole amendant la Convention.

76. Conformément à l'Article II du Protocole, ce dernier a été ouvert à la signature au Siège de la FAO, à Rome, jusqu'au 10 septembre 1984.

77. Aux termes de l'Article III du Protocole, ce dernier entrera en vigueur lorsque toutes les parties contractantes à la Convention auront déposé auprès du Directeur général de la FAO un instrument d'approbation, de ratification ou d'acceptation.

²⁹ Le 31 décembre 1990, le Directeur général a reçu notification du retrait de Cuba. Conformément à l'Article XII.2 de la Convention, ce retrait prendra effet le 31 décembre 1991.

³⁰ Le 12 mars 1987, le Directeur général a reçu notification du retrait du Sénégal. Conformément à l'Article XII.2 de la Convention, le retrait a pris effet le 31 décembre 1988.

Signataires et parties au Protocole

78. Les gouvernements des pays suivants sont signataires du Protocole, ou parties à celui-ci, qui ont déposé l'instrument pertinent aux dates indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u>	
		<u>Acceptation (A)</u>	<u>Approbation (AA)</u>
Afrique du Sud		28 mars	1985(A)
Angola		29 août	1990(A)
Brésil	10 septembre 1984	5 octobre	1988
Canada	10 septembre 1984		
Cap-Vert		13 mars	1986(A)
Cuba ³¹		11 janvier	1989(A)
Espagne		21 novembre	1986(A)
Etats-Unis d'Amérique	10 septembre 1984	10 novembre	1986
France		23 octobre	1984(AA)
Ghana		12 décembre	1988(A)
Guinée équatoriale		7 novembre	1987(A)
Japon		13 juin	1985(A)
Portugal		7 avril	1988(A)
République de Corée		7 décembre	1984(A)
Sao Tomé-et-Principe		1er novembre	1984(AA)
Sénégal ³²		14 juin	1985(A)
Union des Républiques socialistes soviétiques		9 juin	1986(A)
Uruguay		10 mai	1985(A)
Venezuela		7 mars	1989(A)

**CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES
DE L'ATLANTIQUE SUD-EST**

79. A sa quatorzième session (novembre 1967), la Conférence de la FAO a autorisé le Directeur général à convoquer une conférence de plénipotentiaires afin d'adopter une convention tendant à créer une commission pour la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est. La Conférence de plénipotentiaires (Rome, 14-23 octobre 1969) a rédigé et ouvert à la signature la Convention internationale sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est, portant création d'une commission qui fonctionne indépendamment de la FAO.

80. Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article XVIII de la Convention, celle-ci est entrée en vigueur le 24 octobre 1971. La Convention a été enregistrée le 16 novembre 1971 auprès du Secrétariat de l'ONU, sous le N° 11408.

³¹ Voir note 29.

³² Voir note 30.

Signataires et parties à la Convention

81. La liste suivante est celle des signataires et des parties à la Convention; les dates de dépôt de l'instrument pertinent sont indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u>	
		<u>Acceptation (A)</u>	<u>Adhésion (a)</u>
Afrique du Sud	23 octobre 1969	2 octobre	1970
République démocratique allemande ³³		19 juin	1974(a)
Allemagne ³⁴	23 octobre 1969	17 novembre	1976
Angola		4 octobre	1976(A)
Belgique ³⁵	23 juillet 1970	31 octobre	1973
Bulgarie		24 avril	1972(a)
Cuba	23 octobre 1969	15 janvier	1975
Espagne	27 avril 1970	6 décembre	1971
France		4 octobre	1972(a)
Iraq		4 juin	1981(a)
Israël		5 janvier	1976(a)
Italie	23 octobre 1969	22 décembre	1975
Japon ³⁶	9 février 1970	22 juin	1970(A)
Pologne		2 mars	1972(a)
Portugal	23 octobre 1969	22 janvier	1971
République de Corée		19 janvier	1981(a)
Roumanie		18 août	1977(a)
Union des Républiques socialistes soviétiques	23 décembre 1970	<u>24 septembre 1971(AA)</u>	

82. Déclarations et réserves

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

(Déclaration)

La République fédérale d'Allemagne a déclaré que la Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est "...s'applique également à Berlin (Ouest) à la date de son entrée en vigueur pour la République fédérale d'Allemagne."

³³ Voir note 6.

³⁴ Ibid.

³⁵ Le 23 décembre 1981, le Directeur général a reçu du Gouvernement belge une notification de retrait. Conformément à l'Article XX de la Convention, ce retrait a pris effet le 31 décembre 1982.

³⁶ Le 21 décembre 1990, le Directeur général a reçu du Gouvernement japonais une notification de retrait. Conformément à l'Article XX de la Convention, ce retrait prendra effet le 31 décembre 1991.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

(Déclaration notifiée à l'Organisation le 27 juillet 1977) :

"La République démocratique allemande a pris connaissance de la déclaration de la République fédérale d'Allemagne au sujet de l'application de la Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est du 23 octobre 1969 à Berlin (Ouest) et elle estime que l'application de ladite Convention à Berlin (Ouest) n'est possible que dans la mesure où elle est conforme à l'Accord quadripartite du 3 septembre 1971 aux termes duquel Berlin (Ouest) ne fait pas partie intégrante de la République fédérale d'Allemagne et ne doit pas être administré par elle."

ITALIE

(Déclaration accompagnant l'instrument de ratification) :

Le Gouvernement italien a déclaré que sa ratification de la Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est "...ne signifie nullement que l'Italie reconnaît la légitimité de l'administration sud-africaine en Namibie."

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

(Déclaration accompagnant la signature) :

"A la signature de la Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est, l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère qu'il est de son devoir de déclarer que l'Article XVII de la Convention contient des clauses qui privent un certain nombre d'Etats de la possibilité de participer à ladite Convention, et que celles-ci sont de nature discriminatoire. L'URSS considère que, conformément aux principes de l'égalité souveraine des Etats, la Convention doit être ouverte à la participation de tous les Etats concernés sans discrimination ou limitation."

(Déclaration notifiée à l'Organisation le 3 juin 1977) :

"En ce qui concerne la déclaration du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne du 17 novembre 1976 relative à l'application à Berlin Ouest de la Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est du 23 octobre 1969, l'Union soviétique déclare ne soulever aucune objection à l'application de ladite Convention à Berlin Ouest dans la mesure où cette application est compatible avec le Traité quadripartite du 3 septembre 1971, aux termes duquel Berlin Ouest ne fait pas partie intégrante de la République fédérale d'Allemagne ni n'est administré par elle."

83. Conformément à l'Article XIX de la Convention, la Commission internationale des pêches de l'Atlantique Sud-Est a approuvé, le 12 décembre 1985, à sa huitième session ordinaire qui a eu lieu à Tarragone (Espagne), des amendements aux Articles VIII, XVII, XIX et XXI de la Convention.

84. Aux termes du paragraphe premier de l'Article XIX de la Convention, ces amendements entreront en vigueur 90 jours après leur acceptation par les trois quarts des parties contractantes.

85. Les pays suivants ont déposé l'instrument d'acceptation des amendements précités à la date indiquée en regard :

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Afrique du Sud	7 octobre 1987
Allemagne ³⁷	12 novembre 1987
Espagne	26 mars 1987
France	8 août 1986
Italie	25 novembre 1988
Japon ³⁸	25 juin 1987
Portugal	19 juillet 1989

86. Conformément à l'Article XIX de la Convention, la Commission internationale des pêches de l'Atlantique Sud-Est a approuvé, le 12 décembre 1985, à sa huitième session ordinaire qui a eu lieu à Tarragone (Espagne), un amendement au paragraphe premier de l'Article XIII de la Convention, sur proposition du Gouvernement de la République d'Afrique du Sud. Cet amendement entrera en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article XIX de la Convention, selon les modalités indiquées au paragraphe 84 ci-dessus.

87. Les gouvernements des pays suivants ont déposé l'instrument d'acceptation de l'amendement précité à la date indiquée en regard :

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Afrique du Sud	7 octobre 1987
Allemagne ³⁹	12 août 1988
Espagne	7 juin 1988
Japon ⁴⁰	25 juin 1987

88. Le 19 juillet 1990, une Conférence de plénipotentiaires s'est réunie à Madrid (Espagne) et a adopté un Protocole mettant un terme à la Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est.

³⁷ Voir note 6.

³⁸ Voir note 36.

³⁹ Voir note 6.

⁴⁰ Voir note 36.

89. En application de l'Article I du Protocole, la Convention prendra fin quand toutes les parties contractantes auront déposé un instrument d'acceptation du Protocole auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

90. Jusqu'à présent, les parties contractantes suivantes ont déposé un instrument d'acceptation dudit Protocole :

<u>Pays</u>	<u>Acceptation</u>
Angola	23 octobre 1990
Cuba	31 décembre 1990

**ACCORD PORTANT CREATION D'UN CENTRE DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE**

91. Une Conférence de plénipotentiaires réunie à Kuala Lumpur (Malaisie) le 29 juillet 1978 a adopté et ouvert à la signature l'accord ci-dessus, portant création d'un centre en dehors de la FAO.

92. Conformément au paragraphe 2 de l'Article XII de l'Accord, celui-ci a été ouvert à la signature à Kuala Lumpur, du 1er au 4 août 1978, puis ultérieurement au Siège de la FAO, à Rome.

93. Conformément au paragraphe 4 de l'Article XII de l'Accord, celui-ci est entré en vigueur le 23 mai 1979. L'Accord a été enregistré auprès du Secrétariat de l'ONU, le 14 juin 1979, sous le N° 17852.

94. A sa sixième session ordinaire tenue à Islamabad en décembre 1987, le Conseil d'administration du Centre a adopté des amendements aux Articles V, VII et IX de l'Accord en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés. En application du paragraphe 1 de l'Article XIII de l'Accord, les amendements sont entrés en vigueur pour toutes les parties contractantes trente jours après leur adoption par le Conseil d'administration, à savoir le 9 janvier 1988.

95. A sa septième session ordinaire tenue à Hanoi en décembre 1989, le Conseil d'administration du Centre a adopté des amendements aux Articles V, VI, VIII et X, ainsi qu'à la Section I, Partie B de l'Annexe II de l'Accord. Les amendements sont entrés en vigueur pour toutes les parties contractantes le 7 janvier 1990.

Signataires et parties à l'Accord

96. La liste ci-après est celle des signataires et des parties à l'Accord qui ont déposé l'instrument pertinent. Les dates correspondantes sont indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion (a)</u>
Bangladesh	1er août 1978	11 octobre 1978
Inde	1er août 1978	5 février 1979
Indonésie	1er août 1978	<u>23 mai 1979</u>
Laos	1er août 1978	26 février 1980
Malaisie	1er août 1978	14 novembre 1979
Népal	1er août 1978	25 juin 1979

Pakistan	1er août	1978	9 avril	1979
Philippines	1er août	1978	1er mars	1979
Sri Lanka			31 juillet	1981(a)
Thaïlande	11 février	1978	24 mai	1982
Viet Nam	1er août	1978	20 février	1979

**ACCORD PORTANT CREATION D'UN CENTRE DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE
POUR L'AFRIQUE**

97. Une consultation gouvernementale, réunie à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 18 au 21 septembre 1979, a adopté et ouvert à la signature l'Accord susmentionné portant création d'un Centre en dehors de la FAO.

98. Conformément au paragraphe 2 de l'Article XII, l'Accord a été ouvert à la signature à Arusha le 21 septembre 1979 et, ultérieurement, au Siège de la FAO, à Rome.

99. Conformément au paragraphe 4 de l'Article XII, l'Accord est entré en vigueur le 16 avril 1980. Il a été enregistré auprès du Secrétariat de l'ONU le 14 mai 1980, sous le N° 18818.

100. Des amendements à l'alinéa 1(f) de l'Article V et aux paragraphes 5 et 6 de l'Article VIII de l'Accord, ont été adoptés le 3 mai 1985 à la deuxième session extraordinaire du Conseil d'administration et sont entrés en vigueur pour toutes les parties contractantes le 2 juin 1985, conformément au paragraphe premier de l'Article XIII de l'Accord.

Signataires et parties à l'Accord

101. La liste suivante est celle des pays signataires et des parties à l'Accord qui ont déposé l'instrument pertinent; les dates correspondantes sont indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion (a)</u>
Bénin	26 novembre 1979	25 juillet 1984
Botswana ⁴¹	21 septembre 1979	14 mars 1980
Burkina Faso ⁴²	21 septembre 1979	28 mars 1980
Cap-Vert ⁴³		18 mars 1980(a)
Egypte	21 septembre 1979	9 avril 1981
Guinée	21 septembre 1979	
Kenya	16 novembre 1979	13 février 1981
Lesotho	7 mai 1981	8 juin 1981
Libéria	21 septembre 1979	

⁴¹ Le 11 octobre 1985, le Gouvernement de la République du Botswana a notifié au Directeur général son retrait de l'Accord. Conformément à l'Article XIV, ledit retrait a pris effet le 11 octobre 1986.

⁴² Le 6 décembre 1990, le Gouvernement du Burkina Faso a notifié au Directeur général son retrait de l'Accord. Conformément à l'Article XIV, ledit retrait prendra effet le 6 décembre 1991.

⁴³ Le 24 octobre 1985, le Gouvernement de la République du Cap-Vert a notifié au Directeur général son retrait de l'Accord. Conformément à l'Article XIV, ledit retrait a pris effet le 2 novembre 1986.

Malawi	21 septembre 1979	18 novembre 1981
Mali	21 septembre 1979	
Mauritanie	21 septembre 1979	
Mozambique		14 avril 1982(a)
Nigéria		14 janvier 1981(a)
Ouganda	16 novembre 1979	16 septembre 1982
Rép. centrafricaine	16 novembre 1979	
Rwanda	16 novembre 1979	
Sénégal		3 août 1983(a)
Sierra Léone	21 septembre 1979	11 décembre 1980
Soudan		26 septembre 1980(a)
Tanzanie	21 septembre 1979	20 novembre 1979
Togo	21 septembre 1979	27 février 1981
Zaire	21 septembre 1979	10 juin 1981
Zaire	21 septembre 1979	<u>16 avril 1981</u>
Zambie	21 septembre 1979	17 décembre 1979

**ACCORD PORTANT CREATION D'UN CENTRE REGIONAL DE REFORME AGRAIRE ET
DE DEVELOPPEMENT RURAL POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES**

102. Une Conférence de plénipotentiaires réunie à Caracas (Venezuela) du 8 au 11 septembre 1981 a adopté et ouvert à la signature l'accord ci-dessus, portant création d'un centre régional en dehors de la FAO.

103. Conformément au paragraphe 2 de l'Article XV de l'Accord, celui-ci a été ouvert à la signature à Caracas le 11 septembre 1981 et reste ouvert à la signature au Siège de la FAO, à Rome.

104. Aux termes du paragraphe 4 de l'Article XV de l'Accord, celui-ci entre en vigueur pour tous les Etats qui l'ont ratifié ou qui ont adhéré à dater du jour où des instruments de ratification ou d'adhésion ont été déposés par le Gouvernement de l'Etat hôte et par les gouvernements d'au moins cinq autres Etats remplissant les conditions pour devenir parties à l'Accord.

Signataires et parties à l'Accord

105. La liste suivante est celle des signataires de l'Accord, et des parties à celui-ci qui ont déposé l'instrument pertinent; les dates correspondantes sont indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion (a)</u>
Bolivie	11 septembre 1981	
Costa Rica	11 septembre 1981	
Cuba	11 septembre 1981	
Equateur	11 septembre 1981	
El Salvador	11 septembre 1981	
Grenade	11 septembre 1981	
Honduras	11 septembre 1981	
Nicaragua	11 septembre 1981	28 juillet 1982
Panama	11 septembre 1981	
Pérou	11 septembre 1981	
République dominicaine	11 septembre 1981	
Sainte-Lucie	11 septembre 1981	
Venezuela	11 septembre 1981	

106. L'Equateur, pays hôte, n'étant pas devenu partie à l'Accord et celui-ci ne pouvant donc pas entrer en vigueur, certains pays de la région ont demandé au Directeur général de la FAO de convoquer une conférence de plénipotentiaires en vue d'adopter un protocole visant principalement à amender l'Article II qui spécifie que le Centre a son siège en Equateur. La conférence réunie à Panama (Panama) les 16 et 17 juillet 1985 a adopté le Protocole d'amendement à l'Accord portant création d'un Centre régional de réforme agraire et de développement rural pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

107. Conformément à l'Article II du Protocole, le Centre a son siège en République dominicaine, sauf si cet Etat n'a pas déposé un instrument de ratification ou d'adhésion du Protocole à la date de son entrée en vigueur, auquel cas, le Conseil d'administration décide du siège du Centre.

108. En application du paragraphe 2 de l'Article IV, le Protocole a été ouvert à la signature les 17 et 18 juillet 1985 à Panama et, ultérieurement, au Siège de la FAO, à Rome.

109. Aux termes du paragraphe 5 de l'Article IV du Protocole, celui-ci entre en vigueur pour tous les Etats qui l'ont ratifié ou qui y ont adhéré à dater du jour où des instruments de ratification ou d'adhésion ont été déposés par les gouvernements d'au moins six Etats remplissant les conditions voulues pour devenir parties au Protocole.

Signataires et parties au Protocole

110. La liste suivante indique les signataires et les pays qui ont déposé l'instrument pertinent; les dates correspondantes sont mentionnées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion (a)</u>
Colombie	17 juillet 1985	
Cuba	17 juillet 1985	
Equateur	17 juillet 1985	
El Salvador	17 juillet 1985	
Grenade	17 juillet 1985	
Guatemala	17 juillet 1985	
Honduras	17 juillet 1985	
Nicaragua	17 juillet 1985	
Panama	17 juillet 1985	6 décembre 1985
Saint-Kitts-et-Nevis	17 juillet 1985	

ACCORD PORTANT CREATION D'UN CENTRE REGIONAL DE REFORME AGRAIRE ET DE DEVELOPPEMENT RURAL POUR LE PROCHE-ORIENT

111. Une Conférence de plénipotentiaires réunie à Rome (Italie) du 26 au 28 septembre 1983, a adopté l'Accord ci-dessus, portant création d'un Centre régional en dehors de la FAO.

112. En application du paragraphe 2 de l'Article XII, l'Accord a été ouvert à la signature au Siège de la FAO, à Rome, à dater du 28 septembre 1983.

113. Conformément au paragraphe 4 de l'Article XII de l'Accord, celui-ci est entré en vigueur le 30 décembre 1987. L'Accord a été enregistré auprès du Secrétariat de l'ONU, le 2 février 1988.

Signataires et parties à l'Accord

114. La liste suivante est celle des signataires, et des parties à l'Accord qui ont déposé l'instrument pertinent; les dates correspondantes sont indiquées en regard:

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion (a)</u>
Chypre	1er octobre 1985	
Egypte	28 septembre 1983	20 août 1985
Iraq	28 septembre 1983	1er octobre 1986
Jordanie	28 septembre 1983	23 février 1984
Pakistan		17 juillet 1987(a)
Syrie	28 septembre 1983	<u>30 décembre 1987</u>
Tunisie		31 mai 1985(a)
Yémen ⁴⁴	28 septembre 1983	

**ACCORD PORTANT CREATION DE L'ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
DE RENSEIGNEMENTS ET DE CONSEILS TECHNIQUES POUR LA COMMERCIALISATION
DES PRODUITS DE LA PECHE EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE (INFOFISH)**

115. Une Conférence de plénipotentiaires, qui s'est tenue à Kuala Lumpur (Malaisie) du 9 au 13 décembre 1985, a adopté et ouvert à la signature un Accord portant création de l'Organisation intergouvernementale de renseignements et de conseils techniques pour la commercialisation des produits de la pêche en Asie et dans le Pacifique (INFOFISH).

116. Conformément au paragraphe premier de l'Article 15, l'Accord a été ouvert à la signature à Kuala Lumpur le 13 décembre 1985, puis, ultérieurement, au Siège de la FAO, à Rome, jusqu'au 30 juin 1986.

117. En vertu du paragraphe 4 de l'Article 15, l'Accord est entré en vigueur le 3 mars 1987, date de réception du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

Signataires et parties à l'Accord

118. La liste suivante est celle des signataires et des parties qui ont déposé l'instrument pertinent; les dates correspondantes sont indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion (a)</u>
Bangladesh		<u>3 mars 1987(a)</u>
France	27 juin 1986	
Inde		19 septembre 1986(a)
Indonésie	30 juin 1986	9 octobre 1987

⁴⁴

Voir note 14. Le Yémen démocratique a signé le 28 septembre 1983 et la République arabe du Yémen le 21 mai 1986.

Malaisie	22 janvier	1987(a)
Maldives	7 août	1986(a)
République populaire démocratique de Corée	20 mars	1986(a)
Salomon, Iles	1er juillet	1987(a)
Sri Lanka	6 mai	1987(a)
Thaïlande	13 mai	1988(a)

ACCORD SUR LE RESEAU DE CENTRES D'AQUACULTURE POUR
LA REGION ASIE ET PACIFIQUE (RCAAP)

119. Une Conférence de plénipotentiaires, réunis à Bangkok (Thaïlande), du 5 au 8 janvier 1988, a adopté et ouvert à la signature l'Accord sur le réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie et Pacifique (RCAAP).

120. Conformément au paragraphe premier de l'Article XVI, l'Accord a été ouvert à la signature à Bangkok le 8 janvier 1988 et ensuite à Rome, au Siège de la FAO, jusqu'au 7 janvier 1989.

121. Conformément au paragraphe 4 de l'Article XVI, l'Accord est entré en vigueur le 11 janvier 1990, date de réception du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

Signataires et parties à l'Accord

122. La liste suivante est celle des signataires et des parties à l'Accord; les dates de dépôt de l'instrument pertinent sont indiquées en regard :

<u>Pays</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion (a)</u>
Bangladesh		15 mai 1990(a)
Chine	8 janvier 1988	<u>11 janvier 1990(a)</u>
République populaire de Corée		23 mai 1990(a)
Hong-kong	14 décembre 1988	14 décembre 1988(a)
Myanmar		22 mai 1990(a)
Népal	8 janvier 1988	4 janvier 1990(a)
Pakistan		28 janvier 1991(a)
Sri Lanka	5 septembre 1988	5 janvier 1989
Viet Nam		2 février 1989(a)

IV. CONVENTION SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DES INSTITUTIONS
SPECIALISEES

123. Par une résolution adoptée le 21 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, qui a été ensuite soumise pour acceptation aux institutions spécialisées et pour adhésion à tous les membres de l'ONU et à tous les Etats Membres d'une ou plusieurs institutions spécialisées. Conformément à la section 41 de l'Article XI de la Convention, la Secrétaire général de l'ONU en est le dépositaire.

124. A sa quatrième session (novembre 1948), la Conférence de la FAO a accepté les clauses standard de la Convention telles qu'elles sont modifiées par l'Annexe II relative à la FAO et elle a autorisé le

Directeur général à en communiquer le texte à ceux des Etats Membres de la FAO qui n'étaient pas membres de l'ONU et à les inviter à y adhérer, conformément aux dispositions de la section 42 de la Convention.

125. A sa dixième session (1959), la Conférence de la FAO a amendé l'Annexe II de la Convention par sa Résolution 72/59 et, conformément aux dispositions de la section 38 de la Convention, le Directeur général a transmis au Secrétaire général de l'ONU des exemplaires certifiés conformes de cette résolution et de l'annexe amendée.

126. A sa treizième session (1965), la Conférence de la FAO, par sa Résolution 21/65, a apporté à l'Annexe II de la Convention de nouveaux amendements, qui ont également été transmis au Secrétaire général de l'ONU.

Parties à la Convention⁴⁵

127. Les gouvernements des pays suivants ont déposé auprès de l'ONU des instruments d'adhésion à la Convention, par lesquels ils se sont engagés à en appliquer les dispositions à la FAO aux dates indiquées ci-après :

<u>Pays</u>	<u>Date d'adhésion</u>		<u>Date d'acceptation</u>		<u>Date d'acceptation</u>	
	<u>Date de succession (d)</u>		<u>du premier texte</u>		<u>du deuxième texte</u>	
			<u>révisé de</u>		<u>révisé de</u>	
			<u>l'Annexe II</u> ⁴⁶		<u>l'Annexe II</u> ⁴⁷	
Algérie	25 mars	1964				
Allemagne ⁴⁸	10 octobre	1957	23 mai	1963	11 juin	1985
Antigua-et- Barbuda	13 décembre	1988(d)	13 décembre	1988		
Argentine	10 octobre	1963	10 octobre	1963		
Australie	9 mai	1986			9 mai	1986
Autriche	21 juillet	1950	14 février	1962	22 juillet	1966
Bahamas	17 mars	1977(d)				
Barbade	19 novembre	1971				
Belgique	14 mars	1962				
Botswana	5 avril	1983				
Brésil	22 mars	1963			15 juillet	1966
Bulgarie	13 juin	1968				
Burkina Faso	6 avril	1962				
Cambodge	26 septembre	1955				
Chili	21 septembre	1951				
Chine	11 septembre	1979			11 septembre	1979
Chypre	6 mai	1964(d)				

⁴⁵ Déclarations et réserves : voir document ST/LEG/SER.E/9 (N° de ventes: E.91.V.8), mai 1991, "Traité multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général", publié par l'ONU (New York).

⁴⁶ Date d'effet du premier texte révisé de l'Annexe II : 26 mai 1960.

⁴⁷ Date d'effet du deuxième texte révisé de l'Annexe II : 28 décembre 1965.

⁴⁸ Voir note 6.

<u>Pays</u>	<u>Date d'adhésion</u> <u>Date de succession (d)</u>	<u>Date d'acceptation</u> <u>du premier texte</u> <u>révisé de</u> <u>l'Annexe II</u>	<u>Date d'acceptation</u> <u>du deuxième texte</u> <u>révisé de</u> <u>l'Annexe II</u>
Corée, République de	13 mai 1977		13 mai 1977
Côte d'Ivoire	28 décembre 1961		
Cuba	13 septembre 1972		
Danemark	25 janvier 1950	26 décembre 1960	
Dominique	24 juin 1988		24 juin 1988
Egypte	28 septembre 1954		
Equateur	7 juillet 1953	2 août 1960	26 juillet 1966
Espagne	26 septembre 1974		26 septembre 1974
Fidji	21 juin 1971(d)		
Finlande	31 juillet 1958	8 septembre 1960	
Gabon	30 novembre 1982		30 novembre 1982
Gambie	1er août 1966(d)		
Ghana	9 septembre 1958	16 septembre 1960	
Grèce	21 juin 1977		21 juin 1977
Guatemala	30 juin 1951		
Guinée	29 mars 1968		
Guyana	13 septembre 1973		
Haïti	16 avril 1952		
Hongrie	9 août 1973		
Inde	10 février 1949	12 avril 1963	
Indonésie	8 mars 1972		
Iran (République islamique d')	16 mai 1974		16 mai 1974
Iraq	9 juillet 1954		
Irlande	10 mai 1967		
Italie	30 août 1985		30 août 1985
Jamaïque	4 novembre 1963		
Jamahiriya arabe libyenne	30 avril 1958		
Japon	18 avril 1963		
Jordanie	12 décembre 1950	11 août 1960	
Kenya	1er juillet 1965		3 mars 1966
Koweït	7 février 1963	7 février 1963	29 août 1966
Laos	9 août 1960		
Lesotho	26 novembre 1969		26 novembre 1969
Luxembourg	20 septembre 1950		
Madagascar	3 janvier 1966		22 novembre 1966
Malaisie ⁴⁹	29 mars 1962(d)		
Malawi	2 août 1965		16 septembre 1966
Mali	24 juin 1968		
Malte ⁵⁰	27 juin 1968(d)		21 octobre 1968
Maroc	10 juin 1958		30 novembre 1966

⁴⁹ Se considère liée à partir de la date spécifiée dans la notification à l'ONU, à savoir le 31 août 1957.

⁵⁰ Se considère liée à partir de la date spécifiée dans la notification à l'ONU, à savoir le 21 septembre 1964.

<u>Pays</u>	<u>Date d'adhésion</u> <u>Date de succession (d)</u>	<u>Date d'acceptation</u> <u>du premier texte</u> <u>révisé de</u> <u>l'Annexe II</u>	<u>Date d'acceptation</u> <u>du deuxième texte</u> <u>révisé de</u> <u>l'Annexe II</u>
Maurice ⁵¹	18 juillet 1969(d)		18 juillet 1969
Mongolie	20 septembre 1974		20 septembre 1974
Népal	28 septembre 1965		
Nicaragua	6 avril 1959		
Niger	15 mai 1968		
Nigéria	26 juin 1961(d)		
Norvège	25 janvier 1950	10 novembre 1960	2 août 1966
Nouvelle- Zélande	25 novembre 1960		23 mai 1967
Ouganda	11 août 1983		
Pakistan	13 mars 1962		
Pays-Bas	21 juillet 1949	28 juin 1965	9 décembre 1966
Philippines	20 mars 1950		
Pologne	19 juin 1969		19 juin 1969
République centrafricaine	15 octobre 1962		
Roumanie	15 septembre 1970		15 septembre 1970
Royaume-Uni	16 août 1949		6 août 1985
Rwanda	15 avril 1964		
Sainte-Lucie	2 septembre 1986		2 septembre 1986
Sénégal	2 mars 1966		
Seychelles	24 juillet 1985		24 juillet 1985
Sierra Leone	13 mars 1962(d)		
Singapour	18 mars 1966(d)		
Suède	12 septembre 1951	28 septembre 1960	
Tanzanie	29 octobre 1962		
Tchécoslovaquie	6 septembre 1988		6 septembre 1988
Thaïlande	30 mars 1956	19 juin 1961	21 mars 1966
Tonga	17 mars 1976(d)		
Trinité-et-Tobago	19 octobre 1965		15 juillet 1966
Tunisie	3 décembre 1957		
Uruguay	29 décembre 1977		29 décembre 1977
Yougoslavie	23 novembre 1951	8 avril 1964	27 février 1969
Zaire	8 décembre 1964		
Zambie	16 juin 1975(d)		

128. Le Secrétaire général de l'ONU a informé le Directeur général de la FAO que les gouvernements des Etats suivants ont également envoyé, pour qu'ils soient déposés auprès de l'ONU, des instruments d'adhésion à la Convention par lesquels ils s'engagent à en appliquer les dispositions à la FAO. Ces instruments, toutefois, contiennent certaines réserves, en raison desquelles les pays intéressés ne sont pas considérés comme ayant adhéré à la Convention.

<u>Pays</u>	<u>Date de réception de</u> <u>la notification</u>
Canada	29 mars 1966
Colombie	19 mai 1977

⁵¹ Se considère liée à partir de la date spécifiée dans la notification de l'ONU, à savoir le 12 mars 1968.